

## "Enjeux et défis de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en situation de crise"

*D'Asie en Afrique en passant par le Moyen-Orient, les situations de crise sont multiples, complexes et peuvent s'installer dans le temps ; qu'elles soient d'origine politique, climatique et/ou migratoire, elles mettent en danger de nombreuses vies. La difficulté d'accès à l'eau, le manque d'assainissement et d'hygiène auxquels sont confrontées les populations victimes de conflits, de catastrophes naturelles ou d'autres situations de fragilité, tuent tout autant que les crises elles-mêmes.*

*Comment dès lors répondre aux besoins fondamentaux immédiats des populations tout en anticipant la reconstruction et le développement à plus long terme des pays touchés par les crises ?*

*Pour tenter de répondre à cette question, le pS-Eau a animé un débat, dans le cadre du Festival des Solidarités de la ville de Saint-Brieuc (Festisol), avec deux associations françaises expérimentées, Solidarités International et Eau Vive, qui interviennent dans différentes régions du monde fragilisées: au Bangladesh où le pays fait face à l'afflux massif de réfugiés Rohingyas de Birmanie, en Afghanistan où l'urgence « dure » depuis 20 ans, en Afrique de l'Ouest où l'insécurité s'est installée au Niger, au Mali et au nord du Burkina Faso, obligeant les populations et les associations de solidarité internationale à réorganiser.*

La rencontre a été organisée avec l'appui de la Ville de Saint-Brieuc et a réuni une trentaine de personnes à la bibliothèque André Malraux. Elle a permis de mieux connaître les contextes et modes d'interventions des ONG d'urgence et d'aide au développement.

### Introduction par le pS-Eau

---

La séance a été introduite par Christophe Le Jallé, directeur adjoint du pS-Eau qui a rappelé les différentes problématiques de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement dans le monde et souligné la complexité de la notion de crise. Il a insisté sur la nécessaire adaptation de l'action des ONG et des partenaires au développement aux différentes crises auxquelles les pays en développement peuvent être confrontés (économiques, climatiques, guerres ...) en soulignant que les interventions (urgence, post – urgence (reconstruction) et aide au développement) doivent s'inscrire autant que faire se peut, dans une logique de durabilité des services.

### L'action de l'ONG Solidarités International : entre urgence et reconstruction durable

---

#### L'ONG Solidarités International

**Michel Lever**, délégué régional pour la Bretagne a présenté l'action de l'association de l'ONG - SOLIDARITÉS INTERNATIONALE.

C'est une association humanitaire dont la vocation est de répondre aux besoins vitaux des populations confrontées à des crises majeures d'origine humaines ou naturelles.

Pour cela, l'ONG cherche à renforcer la capacité de résilience des populations dans les domaines de l'eau, de l'hygiène, de l'assainissement et de la sécurité alimentaire.

Elle a donc développé trois domaines d'expertise pour répondre à trois besoins vitaux : boire, manger, s'abriter :

**L'eau, l'hygiène et l'assainissement** : traitement et distribution d'eau en urgence, réhabilitation et construction de points d'eau, de latrines, de réseaux d'eau...

**La sécurité alimentaire** : distribution de nourriture ou de semences, organisation de foires alimentaires, relance agricole et économique...

**La reconstruction** : construction et réhabilitation d'abris, de maisons, d'écoles, de routes, de ponts...

L'ONG intervient actuellement dans 18 pays en crise à travers le monde avec 2000 employés nationaux et internationaux et estimé à 4 millions, le nombre de personnes secourues chaque année.

En 2016-2017, c'est le Liban et la République Démocratique Congo qui ont mobilisé plus fortement les équipes de Solidarités International.

Les raisons d'intervention sont majoritairement liées à des conflits ou des crises politiques (près de 75%), des catastrophes naturelles (environ 10%) puis des épidémies (5%).

Les réponses opérationnelles sont donc relatives à ces causes : des réponses d'urgence et de contingence mais apportent aussi des réponses de relèvement et de réduction des risques pour des crises à venir.

## L'intervention de Solidarités International à Haïti : Entre urgence et reconstruction

### *Contexte*

26% des 10,8 millions d'habitants d'Haïti, seulement, ont accès à des infrastructures d'eau  
1,5 millions de personnes vivent dans des abris de fortune et 55 000 personnes vivent encore dans des camps après le séisme de 2010

Depuis le séisme, la situation sanitaire, notamment dans la zone de Port-au-Prince, s'est considérablement dégradée.

L'accès aux services de base en eau potable, en hygiène et en assainissement reste cruellement insuffisant et expose les populations vivant dans des camps ou des abris de fortune à de graves risques épidémiques, et notamment de choléra.

En août 2016, les Nations Unies ont finalement reconnu officiellement leur responsabilité dans l'introduction du vibrion cholérique sur l'île. En 2017, l'épidémie n'est toujours pas enrayée (+32% en 2016), malgré les efforts conjoints.

De plus, le département du Sud a été affecté par les Ouragans, (Matthew en oct. 2016).

Les moyens d'existence ne cessent de diminuer à cause de la destruction de 80% des récoltes ou de l'érosion des sols. Certaines communes n'ont aucun accès à l'eau.

### *La réponse de Solidarités Internationales à Haïti*

La mission a été ouverte en 2004 et on compte une équipe composée de 16 internationaux 148 nationaux avec un budget 3,71 M€.

Les axes d'intervention sont les suivants :

- 1. La lutte contre le choléra** : distribution de kits d'hygiène et de pastilles de chlore, désinfection en urgence de foyers infectés, chloration des points d'eau, cordons sanitaires, sensibilisation de la population.
- 2. Le soutien aux déplacés (réponse d'urgence)** : diagnostic d'urgence, stations de potabilisation, réservoirs souples et camions citernes, sensibilisations de masse à l'hygiène, réhabilitation de latrines et de douches ;
- 3. L'eau, l'hygiène, l'assainissement** : aménagement de sources, réhabilitation de réseaux et de kiosques à eau, formation de comités eau ;
- 4. L'aménagement urbain** : ravines, réseaux d'assainissement, gestion des déchets, ...
- 5. La sécurité alimentaire** : foires agricoles, « cash for work », coupons alimentaires., semences

L'ONG estime à plus de 500 000, le nombre de personnes à qui elle est venue en aide.

## Le Nigéria : une famine aggravée par l'insécurité

### *Contexte*

Depuis 2009, le Nigéria, en particulier le nord-est du pays, est secoué par le conflit entre l'armée et le groupe Boko Haram. Deux millions de personnes ont été déplacées en raison des violences et 75% d'entre elles se concentrent dans les villes de l'Etat de Borno (N-E) comme Maiduguri qui accueille 500000 déplacés. En juillet 2016, le gouvernement a déclaré officiellement l'urgence nutritionnelle dans l'état de Borno qui compte alors 4,4 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire dont près de 500 000 en situation de famine. Plusieurs millions de personnes se retrouvent aussi en pénurie d'eau potable, aggravant la crise nutritionnelle notamment chez les plus vulnérables, comme les enfants de moins de cinq ans. Depuis août 2017, une flambée de choléra y a éclaté.

### *Les réponses de SOLIDARITES INTERNATIONALE au Nigéria*

La mission a été ouverte en 2016 avec une équipe de 31 internationaux et 43 nationaux pour un budget de 1,6 M€.

Trois types d'action ont été mises en place :

1. *La lutte contre le choléra* : distribution de kits d'urgence, campagnes de promotion de l'hygiène, plan d'intervention d'urgence en cas d'épidémie, désinfections, ...
2. *L'accès à l'eau potable* : équipement des centres de santé et de nutrition (ONG Alima) de systèmes d'assainissement et de traitement de l'eau, construction des latrines et traitement de l'eau au sein des foyers, réhabilitation des points d'eau, forages, pompes solaires.
3. *La sécurité alimentaire* : Distribution de coupons alimentaires, formation à des activités génératrices de revenus.

Depuis le début de son intervention, l'ONG comptabilise près 100 000 personnes secourues.

## Le Soudan du Sud, des populations prises au piège

### *Contexte*

Depuis l'indépendance du pays en 2011, l'Etat peine à fournir les services de base et le manque d'infrastructures adéquates fait exploser le taux de mortalité. En décembre 2013, un conflit entre le gouvernement et les forces d'opposition éclate à Juba. Les violences s'étendent rapidement à tout le pays.

2,1 millions de personnes doivent encore aujourd'hui fuir régulièrement. La perte des moyens d'existence des populations mène désormais à une crise de malnutrition majeure. L'état de famine est déclaré en février 2017, laissant 100 000 personnes en danger de mort et jusqu'à 5 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë.

L'Etat de Malakal, désormais saturé, accueille le double de sa capacité. Les conditions sont de plus en plus insalubres et dangereuses, notamment à cause du manque d'infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

### *Les réponses de Solidarités Internationale au Soudan*

La mission a ouvert en 2007 avec 15 internationaux et 91 nationaux. Le budget est de 4,2 M€ .

1. *Une réponse d'urgence aux mouvements de population* : approvisionnement en eau par camion, distribution de produit de traitement de l'eau, de produits non alimentaires, réhabilitation de points d'eau, construction de latrines.

2. *Accès à l'eau, hygiène et assainissement* : Chloration et distribution d'eau, Entretien des points d'eau, Construction entretien points de pompage, de latrines et de douches, Gestion des déchets solides et liquide, Séance de promotion de l'hygiène.
3. *Sécurité alimentaire* : Distribution monétaire, de kits de pêche.

## Le Bangladesh : un afflux de réfugiés sans précédent conjugués à des catastrophes naturelles récurrentes

### *Contexte*

Parmi les pays les plus densément peuplés et les plus pauvres au monde, le Bangladesh est aussi l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques.

L'hyper-salinité des sols provoquée par les inondations récurrentes rend la culture particulièrement difficile et menace les moyens d'existence des populations. L'insécurité alimentaire, ainsi que la malnutrition sont grandissantes. Ces problèmes nutritionnels sont aggravés par la mauvaise qualité bactériologique de l'eau, ainsi que par la présence d'arsenic dans les sources d'eau principales du pays (un enjeu majeur de santé publique).

Autre problématique humanitaire : depuis le 25 août 2017, le regain de violence dans le nord de l'état de l'Arakane au Myanmar (ex-Birmanie) a provoqué le déplacement de 620 000 Rohingyas (minorités musulmanes), venues s'ajouter aux 230 000 Rohingyas déjà réfugiés.

### *Réponses des Solidarités International au Bangladesh*

La mission a ouvert en 2007 avec 4 internationaux et 97 nationaux et un budget 1,7 M€ (+ ~4 M€ urgence pour 6 mois)

1. *Réponse d'urgence aux mouvements de population* : Kits de survie (abris, d'hygiène et de 1ère nécessité), points d'eau, de stockage, latrines ++
2. *Eau, hygiène et assainissement* : lutte contre les problèmes liés à l'eau insalubre, contaminée par des bactéries, par l'arsenic ou par l'eau de mer. Accès à l'eau potable, grâce à des infrastructures ou des techniques de purification domestique, à la construction de latrines, à la distribution de kits d'hygiène et à la mise en place de campagnes de sensibilisation. Récupération eau de pluie.
3. *Réduction des risques de catastrophes et sécurité alimentaire* : distribution monétaire, formation agricole, distribution d'outils et de semences plus résistantes. Création de comités de gestion des risques.

## Le Liban : un quart de la population est réfugiée

### *Contexte*

- 5,9 millions d'habitants
- 1,5 million de réfugiés syriens
- 200 000 réfugiés syriens vivent dans des logements informels
- 61% de pauvres en plus depuis 2011

Depuis le début du conflit syrien en 2011, le Liban accueille million et demi de réfugiés syriens.

La crise a un impact économique et social considérable sur ce pays connaissant déjà des difficultés internes. L'arrivée massive de réfugiés syriens a provoqué une lourde pression sur des infrastructures sociales déjà fragiles, des baisses de salaires, une diminution des ressources naturelles, notamment de l'eau. Le contexte urbain : un véritable labyrinthe.

Alors que les besoins en eau et en nourriture sont une nécessité, les problèmes liés au logement sont également devenus une priorité. Réfugiés et communautés d'accueil vivent souvent dans des conditions insalubres. Le gouvernement libanais refusant la création de camps formels, une grande partie des Syriens vivent dans des campements informels, dans des appartements qu'ils louent très

cher, dans des immeubles en construction et des locaux commerciaux. Des habitats inadaptés et dépourvus, pour la plupart, d'accès à l'eau et à l'assainissement.

### *Les réponses de Solidarités International au Liban*

Ouverture de la mission 2013 avec 21 internationaux 247 nationaux

Budget de 8 M€ en baisse (vers sortie de crise : partenariats locaux, formation ONG locale)

Actions menées pour l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement :

- Distribution d'eau par camion, construction et réhabilitation de points d'eau, de latrines/douches dans les camps informels et les habitats précaires, promotion de l'hygiène, kits dignité.
- Afin de garantir aux populations un accès durable à l'eau potable : réhabilitation et construction d'infrastructures d'eau et d'assainissement, et aménagement des réseaux d'eau.
- Pour atténuer les risques de crise sanitaire, campagnes de sensibilisation et comités de gestion de l'eau et de maintenance des bâtiments réhabilités.

Actions menées pour l'accès des populations à un abri et des moyens d'existence :

- Distribution de kits construction, réhabilitation et entretien des habitats précaires
- Cartographie des sites informels
- Identification des réfugiés, comité de gestion des camps. Agriculture verticale. Abris innovants isolés.

## **L'Afghanistan, une crise qui perdure et s'aggrave**

### *Contexte*

- 33,3 millions d'habitants
- 45% de la population n'a pas accès à l'eau potable
- 50% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition
- 270 000 pakistanais s'y seraient réfugiés depuis 2014

L'Afghanistan est un pays en crise chronique. Après 3 décennies de guerre et un isolement quasi-total, les capacités institutionnelles et économiques du pays ont été considérablement réduites.

Après la chute du régime taliban en 2001, des milliers de réfugiés afghans sont revenus, créant une surpopulation soudaine et une pression supplémentaire. Les stocks de vivres ont fortement diminué et les populations sont en situation d'insécurité alimentaire permanente. A cause de l'exploitation excessive des terres, le pays est également sujet aux catastrophes naturelles, notamment aux inondations qui détruisent les récoltes.

Depuis 2014 et le début des opérations militaires lancées par le gouvernement pakistanais dans les zones frontalières, 270 000 pakistanais ont fui pour s'installer auprès des communautés des provinces de Khost, ainsi que dans le camp de réfugiés de Gulan. Pour les communautés d'accueil comme pour les réfugiés, les ressources viennent à manquer, notamment l'eau.

### *Des réponses de Solidarités International qui s'inscrivent dans la durée*

L'ouverture de la mission a eu lieu en 1980 soit 37 ans !

On compte une équipe de 10 internationaux et 192 nationaux pour un budget de 3,5 M€

Les actions menées dans le secteur de l'eau et de l'assainissement :

Au camp de Gulan (Khost) surpeuplé, pour éviter les pénuries, SI améliore les réseaux de distribution d'eau pour permettre à tous un accès à l'eau potable.

Pour éviter la propagation de maladies, des systèmes d'assainissement et de traitement des déchets, latrines et douches sont mis en place. Ces projets sont accompagnés de formations à la maintenance de ces infrastructures et de campagnes de promotion de l'hygiène.

Dans le secteur de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence : SI lutte, à Bamyan, contre l'insécurité alimentaire chronique en cherchant à limiter l'impact des catastrophes naturelles par de la formations aux techniques agricoles telles que la culture en sac ou l'amélioration des systèmes d'irrigation. Les ménages les plus vulnérables bénéficient d'activités génératrices de revenus ou de distributions de cash.

Près de 200 000 personnes ont été soutenus par SI en 2016 en Afghanistan.

## L'action de l'ONG Eau-Vive

---

L'ONG Eau-Vive intervient dans plusieurs de la sous-région Ouest Africaine où plusieurs « crises » aux origines multiples sévissent et influent sur l'action d'Eau Vive dans ces pays.

**Le changement climatique** est une problématique commune à tous les pays sahéliens. Ses conséquences vont peser sur la sécurité, la paix, les migrations et sur les conditions de vie de populations rurales (baisse des rendements agricoles), précaires, vulnérables ayant une faible capacité de résilience.

Quand on parle d'un réchauffement de 2°C pour la planète, cela équivaut à 4°C pour le Sahel :

- 50 % des ressources en eau douce menacées d'ici 2100
- 50% des territoires africains auront demain un climat différent du climat actuel
- 

L'eau est un vecteur de solution.

**Comment agir ?** Il est nécessaire d'avoir une approche concertée et globale de la gestion de l'eau pour tous ses usages : eau potable agriculture, élevage, énergie hydro-électrique...

Cette approche doit associer les acteurs locaux, minorer les impacts des pressions environnementales, rechercher un développement équilibré des territoires, optimiser les ressources ...

Cela passe par la formation des acteurs économiques, techniques et les élus locaux dans les pays d'intervention.

## Eau-Vive, quarante d'actions pour l'accès à l'eau

Créée en 1978, Eau-Vive a permis à 2,5 millions de personnes d'avoir accès à l'eau et à l'assainissement dans 13 pays d'intervention

Elle compte 7 bureaux nationaux avec 104 salariés (94 en Afrique - 10 en France) et un budget de 6,7 millions € en 2016.

Elle agit dans 6 domaines d'interventions prioritaires :

- L'accès à l'eau et à l'assainissement (droit de l'homme)
- La sécurité alimentaire
- La gestion durable des ressources, dans un contexte de changement climatique
- Le soutien au processus de décentralisation
- Le renforcement des capacités locales et soutien de la société civile
- Le plaidoyer

Elle a évolué du statut de simple association à celui de Fédération avec son siège à Ouagadougou au Burkina Faso.

Les dénominateurs communs des projets d'Eau Vive « de la pompe au développement local »

- Accès à l'Eau et à l'Assainissement (cœur de métier)

- Recherche de la productivité de l'eau, bénéfique inclusif pour les locaux (souci de développement);
- Mise en perspective de l'Environnement (impacts climatiques)
- Gouvernance : « *empowerment* » renforcement des capacités locales
- Animation territoriale => Travail en réseau multi- acteurs, dans la durée, respect de la subsidiarité, ancrage local

## Deux exemples d'intervention d'Eau-Vive au Burkina Faso

*Le programme Eau potable et assainissement dans la région du Sahel Dori*

**Localisation** : Dori Tankougounadié -

**Durée** : 3 ans (2012-2014)

**Financement** : AFD, Eau Vive, Communes

**Partenariat** : Ministère de l'Eau et office national de l'eau du Burkina Faso

**Réalisations** :

- Un réseau d'adduction d'eau potable de 22km de canalisation, 14 bornes fontaines, adduction d'eau potable de Tankougounadié
- Un appui aux communes pour la contractualisation du délégataire pour l'exploitation des Bornes fontaines
- De l'assainissement pour les familles et dans les lieux publics : 486 latrines familiales, 4 blocs de latrines publiques, 36 maçons formés et équipés
- Un appui à la gouvernance territoriale : 1 comité communal de l'eau en place à Tankougounadié qui réunit toutes les parties prenantes (élus, associations d'usagers, délégataire, service technique, chefs coutumiers ...).

**Population touchée** : 5 000 personnes

EAU SAHEL : Eau et Assainissement dans 6 communes

Localisation : Région du Sahel

Durée : 4 ans (2011-2015)

Financement : UE, AFD, Eau Vive, Communes

Réalisations :

- 120 forages réhabilités
- 25 forages existants équipés en postes d'eau autonomes (PEA)
- 25 forages neufs équipés de PEA
- 6 forages équipés fontaines publiques améliorées
- 15 forages neufs équipés en pompe à motricité humaine avec aménagement de surface
- 153 Bureaux Exécutifs d'Associations d'usagers de l'eau (AUE) renouvelés et formés

**Population touchée** : 19 500 personnes

## Deux exemples d'intervention d'Eau Vive au Niger

Kornaka : un Projet mutualisé de coopération décentralisée d'amélioration du service de l'eau et de l'assainissement

Localisation : Canton de Kornaka – Région Maradi

Durée : Depuis 2007 par cycle de 3 à 4 ans

Financement : 6 communes de Basse Normandie, AESN, AELB, Lorient, CRIdF, MAEDI

Objectifs:

1. Améliorer les capacités d'intervention de l'association des communes du canton de Kornaka (ACCK) pour permettre à la population d'accéder aux services sociaux de base (Niger).
2. Renforcer l'animation du territoire et l'ouverture de la Normandie sur le monde.

Réalisations (2012-2017)

- Eau Potable : réalisation de 10 forages, mise en place de 9 comités de gestion de points d'eau, réalisation de deux mini adduction d'eau , lancement d'un fonds commun de réparation des pompes à motricité humaine et du système de vente de pièces détachées.
- Appui aux communes : mise en place de 8 plans locaux pour l'accès à l'eau, réalisation d'une étude sur les performances du service de l'eau.
- Assainissement : construction de 200 latrines familiales, de 6 latrines scolaires, de trois latrines publiques, déclenchement de l'ATPC dans dix villages.
- Gouvernance : mise en place de comité intercommunal E&A et du service technique intercommunal, sensibilisation grand public, mise en place d'une radio intercommunale et réalisation des émissions radio, formation de 30 élus et acteurs locaux et organisation d'un voyage d'études au Bénin.
- Nombreux échanges et animations sur les territoires entre élus et acteurs nigériens et normands et à destination du grand public

Makalondi : Bonne Gouvernance de l'eau et de l'assainissement et amélioration de la sécurité alimentaire

- Localisation : Canton de Kornaka – Région de Tillabéry
- Durée : 3 ans (2013 - 2015)
- Financement : AFD, AEAG, CUB, Syndicats des eaux de la région de Pau, Eau Vive, SEVE,....

**Population touchée** : 35 000 personnes

**Changement obtenu** :

Meilleure réactivité et forte implication de la commune dans la conduite des activités  
Introduction du maraichage comme activités génératrices de revenus dans 3 villages

**Réalisations** :

- Eau potable : réhabilitation de 5 forages et de trois puits, réalisation de deux puits, réalisation de 7 nouveaux forages.
- Assainissement : construction de 3 latrines publiques, formation de 5 maçons locaux, construction de 100 latrines familiales.
- Activités économiques : construction et aménagement de 8 puits maraîchers, mise en place de 3 sites maraîchers dont un test d'irrigation goutte à goutte.
- Environnement : récupération de 30 ha de terres dégradées, mise en place de 2 pépinières villageoises et plantation de 5000 plants.
- Gouvernance : mise en place des comités locaux de développement et de comité de gestion de points d'eau, formation de 25 élus et acteurs locaux, mise en place et opérationnalisation d'un service communal eau et assainissement et élaboration du plan local eau-assainissement.

## Un exemple d'intervention d'Eau-Vive au Mali

Projet d'amélioration des conditions de vie des populations de 4 communes des cercles de Banamba et Nara

Localisation : Communes de Boron, Fallou, Madina Sacko et Niamana – Région Koulikoro

Durée : 3 ans et demi (2014 - 2017)

Financement : SCAC Mali et Eau Vive Ruelles

Population touchée : 112 267 personnes

Réalisations :

- Gouvernance : mise en place de 4 commissions communales, formation des acteurs locaux, appui aux élus dans le processus de passation des marchés, 30 comités de points d'eau formés et 29 comités de santé formés.
- Eau potable : 18 forages neufs équipés, 12 forages en pannes réhabilités, 30 caisses villageoises de maintenance distribuées et 4 grandes caisses à outils communales.
- Assainissement : 429 latrines familiales.
- Activités économiques : groupement a été équipé en moto pompe et accessoires, 1 puits maraîcher réhabilité, 2 périmètres maraîchers clôturés, 5 groupements maraîchers appuyés: lot de semences, d'équipement et formation

